

# La Démocratie de l'abstention, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen

Sophie Duchesne

▶ **To cite this version:**

Sophie Duchesne. La Démocratie de l'abstention, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen. Revue internationale de politique comparée, 2009, 15 (4), pp.705-712. 10.3917/ripc.154.0705 . hal-01045084

**HAL Id: hal-01045084**

**https://sciencespo.hal.science/hal-01045084**

Submitted on 24 Jul 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

# NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**De Boeck Supérieur |** *Revue internationale de politique comparée*

**2008/4 - Vol. 15**
**pages 705 à 712**

**ISSN 1370-0731**

Article disponible en ligne à l'adresse:

---

**http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2008-4-page-705.htm**

---

Pour citer cet article :

---

« Notes bibliographiques »,
*Revue internationale de politique comparée*, 2008/4 Vol. 15, p. 705-712. DOI : 10.3917/ripc.154.0705

---

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

# NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**BRACONNIER C., DORMAGEN J.-Y., *La Démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2007, 455 pages**

*La démocratie de l'abstention* est un livre passionnant. Il expose les résultats d'une enquête menée à la Cité de Cosmonautes, entre l'hiver 2002 et le printemps 2006, sur les comportements électoraux de ses habitants. Il propose de répondre à une question importante pour la sociologie politique mais aussi pour la démocratie, en France notamment : expliquer l'augmentation massive et croissante de la démobilisation électorale en milieu populaire au cours des dernières décennies.

Les auteurs montrent d'abord comment la non-participation électorale, qui n'était pas, loin s'en faut, la caractéristique d'une cité comme celle des Cosmonautes dans les années 60 et 70, est devenu un phénomène majeur, quasi « normal », au sens statistique du terme, dans les années 2000. Pour l'expliquer, ils rappellent que le vote n'est pas essentiellement motivé par la politisation au sens étroit, autrement dit, par la compréhension des enjeux strictement politiques de l'élection (choix d'un candidat par rapport à d'autres en fonction de son positionnement sur la scène politique et de ses propositions) ; politisation des électeurs potentiels qui est, de toutes façons, très faible dans un environnement comme celui des Cosmonautes.

Les auteurs montrent en revanche que le vote est un acte collectif qui résulte de micro pressions exercées par l'environnement des acteurs (travail, famille, voisinage). La déstructuration sociale et politique d'un milieu comme celui de la Cité, du fait des transformations massives intervenues dans le marché de l'emploi et l'organisation du travail, le départ continu des familles socialement bien intégrée et leur remplacement par des familles migrantes, ainsi que la désertion des organisations politiques, ont pour résultat un affaiblissement considérable de ces micro pressions - surtout si on se réfère au rôle d'encadrement que le Parti, l'ensemble des organisations et plus largement la sociabilité communiste jouaient dans la cité autrefois. Le phénomène est renforcé par le fait que l'abstention effective (le fait que les inscrits vivant dans la cité n'aillent pas voter) est marginale au regard de la mal- et de la non inscription. C'est fondamentalement le non vote des non inscrits ou des gens qui, bien qu'ayant déménagé, sont restés inscrits au bureau des Cosmonautes qui expliquent qu'il y a aujourd'hui deux à trois fois moins de votants dans la cité que dans les années 1970. Or l'inscription sur les listes électorale a lieu en dehors des campagnes électorales, seules périodes où la mobilisation politique est stimulée et génère les micro pressions nécessaires à l'accomplissement du devoir électoral. En dehors de ces périodes, le coût que représente le fait d'aller en centre-ville accomplir les formalités nécessaires pour être électeur apparaît donc rédhibitoire.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

Ce système d'inscription volontaire préalable contribue donc, selon C. Braconnier et J.-Y. Dormagen, à une forme supplémentaire d'exclusion, l'exclusion électorale.

Cette thèse est une contribution importante au renouvellement de la tradition, ancienne et bien implantée, et comme telle parfois un peu routinière, au moins dans ses méthodes, de l'analyse électorale en France. Elle repose sur une enquête hors normes au regard de la plupart des travaux de sociologie politique, ne serait-ce que par la longueur et l'approfondissement du terrain d'abord : l'enquête s'est déroulée sur près de cinq années, que les auteurs ont mises à profit pour multiplier les modes d'observation et d'appréhension des comportements électoraux des habitants et de tout ce qui les conditionne. Ils ont ainsi procédé à une analyse extensive et détaillée des listes d'émargement depuis 1981, rappelant les qualités d'historiens dont témoignent leurs travaux précédents. Ils ont fait passer deux questionnaires téléphoniques, ont réalisé sept sondages sortie des urnes, avec le soutien de leurs étudiants, multiplié les observations de terrain, les conversations informelles, réalisant notamment une enquête de voisinage originale pour vérifier la présence effective des électeurs inscrits dans la cité. Ils ont également mené une série plus classique d'entretiens semi-directifs. Cette combinaison de méthodes est tout à fait remarquable : bien qu'ils partent du principe que la non-participation électorale ne peut pas être appréhendée valablement par le sondage d'opinion[1], qui conduit à surévaluer très largement la dimension politique, stratégique, de l'abstention, cela n'empêche pas C. Braconnier et J.-Y. Dormagen d'y recourir également et de valider au passage le caractère inapproprié de cette méthode pour leur objet.

La qualité de l'enquête est renforcée par la grande honnêteté des auteurs qui ne cherchent pas à dissimuler les difficultés rencontrées sur le terrain. On notera aussi le nombre et surtout l'éclectisme des références mobilisées : la perspective adoptée est vaste et se reflète dans les lectures, françaises et étrangères, auxquelles les auteurs renvoient. Enfin le texte est particulièrement lisible : le livre a été travaillé pour une parution en collection de poche, et évite tout vocabulaire jargonnant, exposant clairement des opérations de recherche souvent complexes (notamment dans la première partie).

Comme tout travail scientifique ambitieux, comme toute recherche « à thèse », la *Démocratie de l'exclusion* conduit à s'interroger et donc, à questionner les résultats et interprétations proposées. Je voudrais soulever ici deux questions. La première a trait aux problèmes de méthode – faut-il voir dans les difficultés rencontrées par C. Braconnier et J.-Y. Dormagen sur leur terrain des problèmes de pratique d'enquête ou s'interroger sur la possibilité d'une approche ethnographique des comportements électoraux ? Quant à la démonstration, il me semble qu'elle mélange une approche par la notion de coût à une approche sociologique de la participation, et que l'emprunt, même édulcoré, à la théorie du choix rationnel, limite la portée des conclusions, importantes, des auteurs.

1. À l'instar des travaux classiques d'Alain Lancelot (LANCELOT A., *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968) ou de Françoise Subileau et Marie-France Toinet (SUBILEAU F., TOINET M.-F., *Les Chemins de l'abstention*, Paris, La Découverte, 1993)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

**Difficultés de l'ethnographie politique : problème de pratique ou de méthode ?**

De l'aveu même des auteurs, leur enquête, malgré sa durée exceptionnelle et la démultiplication des méthodes utilisées, n'a pas pu empêcher une appréhension partielle de la réalité du terrain, au sens notamment où elle n'a qu'imparfaitement permis de rencontrer les acteurs les plus rétifs à l'enquête électorale, à savoir les électeurs proches du FN et les jeunes de la cité. Du moins les jeunes déscolarisés, car le livre cite abondamment les jeunes, en nombre non négligeable, qui ont poursuivi des études supérieures : mais pour ceux-là, les auteurs reconnaissent (p. 207), en note parfois (14 et 15 p. 142-143), que les propos qui leur ont été tenus en matière de participation électorale notamment, ne résistent pas toujours à la vérification. Autrement dit, les efforts des auteurs pour se prémunir contre les défauts ordinaires des enquêtes plus rapides (absence de représentativité de l'échantillon interviewé et propos manquant de sincérité) ont été partiellement infructueux. Certes le choix de publier sous une forme « grand public » les a conduits à limiter l'exposé de la méthode. Le lecteur universitaire se trouve donc un peu démuni pour évaluer ce qui, dans cet échec relatif, est imputable à des maladresses ou tient à des limites intrinsèques, insurmontables donc, de l'enquête ethnographique dans l'analyse du politique.

Du côté des problèmes de pratique de l'enquête [2], on peut se demander dans quelle mesure les relations privilégiées nouées avec les acteurs les plus disponibles pour ce genre d'enquête – militants associatifs et travailleurs sociaux ou assimilés – n'ont pas conduit les auteurs à afficher des sympathies qui ont ensuite rendu plus difficile la prise de contact avec d'autres publics. C'est ce que peuvent laisser penser certaines interventions des enquêteurs citées dans des extraits d'entretiens, voire la pratique qui a consisté à interviewer les gens le plus souvent dans un local mis à disposition par une association. Certes il est difficile d'interviewer les gens chez eux ; mais n'est-ce pas indispensable quand on cherche à limiter les effets de sélection des interviewés et de leurs propos ?

Ces problèmes de pratique pourraient sembler mineurs s'ils ne conduisaient pas à s'interroger sur les conditions mêmes de possibilité de ce type d'enquête. Autrement dit, *La démocratie de l'abstention*, par son ambition et sa rigueur, souligne peut-être les limites de la méthode ethnographique pour travailler sur les comportements politiques des gens peu mobilisés. Olivier Schwartz a écrit comment, à l'issu de ses années d'immersion dans *Le monde privé des ouvriers*, il avait recueilli bien peu de traces du politique. Ici, C. Braconnier et J.-Y. Dormagen ont affiché d'emblée, sur le terrain, leur intérêt pour l'élection et la politique : leur présence régulière à la sortie du bureau de vote l'a d'ailleurs rappelé aux habitants à chaque consultation électorale. Or qui dit politique, élection, dit choix, conflit, camp. Comment dans ces conditions, se faire connaître sur le terrain sans se faire identifier à un camp ? Les auteurs citent le cas d'un couple pour lequel, lors du premier questionnaire téléphonique, la femme avait déclaré un vote de droite ; déclaration

2. Je laisse de côté la question relative à l'usage, trop illustratif, et dont l'analyse ne semble pas toujours très approfondie, des entretiens.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

« redressée » par le mari lors d'un deuxième entretien, avant que celui-ci ne refuse de répondre (et interdise en même temps à sa femme de le faire) lors d'un questionnaire sorti des urnes suivant (p. 347-348). Comme si, contrairement aux attendus de la démarche ethnographique, plus cet électeur prenait conscience de la présence des enquêteurs sur le terrain, moins il se prêtait au jeu de l'enquête. On se souvient du débat suscité par le chapitre « Comprendre » de la *Misère du monde* [3] : à l'idée qu'interviewer des gens que l'on connaît permettrait de recueillir de meilleures réponses, plus sincères, Nonna Mayer [4] opposait ce sentiment bien connu de ceux qui pratiquent l'entretien hors contexte, que les interviewés, lorsque l'enquêteur joue bien son rôle, semblent finalement trouver plus facile, voire tirent un certain plaisir à confier des pensées qui parfois les surprennent eux-mêmes, et peuvent se révéler inconfortables et potentiellement conflictuelles ou choquantes, à un enquêteur qu'ils ont la certitude de ne jamais revoir. Face un enquêteur qu'ils croiseront demain et qui a toutes chances d'aller parler avec les gens qu'ils connaissent, le contrôle qu'ils maintiennent sur leur discours et les informations qu'ils acceptent de livrer peut s trouver renforcé. On sait qu'enquêter auprès de militants suppose de négocier en permanence la question de sa sympathie avec la cause ou les idées qu'ils défendent. Dans quelle mesure est-il possible d'enquêter explicitement sur le politique auprès d'interviewés relativement démunis sur le sujet et dans un milieu clos où s'affrontent des idées opposées ? Comment s'intégrer dans les réseaux locaux sans avoir l'air de prendre parti ?

D'autant que la politique fait peur. Par-delà les questions de passage de frontière bien explicités par J. Lagroye [5], la politique fait peur parce qu'elle divise (tous les travaux sur la discussion politique et la façon dont la plupart des gens l'évitent en rendent compte [6]) mais aussi parce qu'elle met en jeu une certaine idée de la compétence et de la domination [7]. Afficher d'entrée de jeu (ici par un questionnaire téléphonique préalable) sur un terrain son intérêt pour les questions politiques et le confirmer régulièrement au fil de la présence des enquêteurs ne conduit-il pas soit à repousser les incompétents (subjectifs) et les indécis (cf. Violette p. 368), soit à les amener à se protéger en se déclarant en entretien sans intérêt pour la politique, sans affiliation, de peur ensuite de se montrer incapable de justifier ses préférences ? La privatisation des opinions en matière politique est une stratégie efficace face à un enquêteur dont on redoute les connaissances et la puissance de conviction.

Le travail exceptionnel que représente *La Démocratie de l'abstention* et le souci manifesté par ses auteurs à la fois d'éviter l'écueil des méthodes routinières et de se donner les moyens de vérifier leurs données en croisant largement les sources,

3. BOURDIEU P., « Comprendre », in *La Misère du monde*, Paris, Le Seuil, 1993, p.903-939.
4. MAYER N., « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La Misère du monde* », *Revue Française de Sociologie*, 36, 1995.
5. LAGROYE J. (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003.
6. Voir notamment ELIASOPH N., *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, CUP, 1998 ; ou CONOVER P., SEARING D. & CREWE I., "The Deliberative Potential of Political Discussion", *British Journal of Political Science*, n. 32, 2002, p. 21-62.
7. SCHERRER V., « Citoyens sous tensions. Analyse qualitative des rapports à la politique et des configurations d'appartenances à partir d'entretiens projectifs sur les proches », thèse de science politique de l'IEP de Paris, septembre 2006.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

interroge donc sur les limites de possibilité du travail ethnographique et de la présence longue sur un terrain quand l'objectif est la saisie et l'explication des comportements proprement politiques des non-militants.

**Peut-on concilier la notion de coût de la participation avec celle du vote comme acte collectif ?**

Le livre se voulant lisible par tous, il utilise des catégories dont la construction, en termes scientifiques, n'est pas toujours apparente. La notion de « prédispositions politiques » qui fait la matière de la deuxième partie en est un exemple. Certaines citations, données en appui de l'indifférentisme, ne sont pas toujours convaincantes du fait notamment de l'absence de discussion, fastidieuse certes, de la façon dont on articule dans la notion de politisation la connaissance que les citoyens ont des propriétés politiques des acteurs, la conscience qu'ils manifestent des clivages qui structurent la société et leurs prises de position sur le registre justice/injustice [8]. De la même façon, les développements sur les « dispositions éthiques » sont parfois un peu flous dès lors qu'on ne sait pas trop bien ce que sont les catégories éthiques, les normes, le civisme, d'où elles viennent aux acteurs et surtout, ce qu'on en attend. Vu la densité du livre, et l'ampleur du spectre d'analyse des attitudes des habitants de la Cité, ce flottement est compréhensible. Plus gênant, il me semble, est le maintien, tout au long du livre, d'une analyse en termes de coût de la participation électorale qui me semble relativement contradictoire avec la thèse générale.

En sociologie électorale, la notion de coût renvoie d'abord au paradigme du choix rationnel, et par là à une analyse souvent étroitement politique, stratégique, de la participation que C. Braconnier et J.-Y. Dormagen rejettent explicitement. Ils montrent que le rapport au politique des habitants des Cosmonautes ne se nourrit pas du type de connaissance des positions et propositions des candidats nécessaires à une évaluation des gains à attendre d'une éventuelle participation.

Même si l'on accepte un usage plus lâche de la notion de coût, conforme à une écriture destinée à un public plus large, il me semble qu'elle renvoie quand même à une notion individualisante : le coût de la participation électorale est la mesure d'un sacrifice individuel. Or là aussi les auteurs montrent bien, dans la dernière partie du livre, et de façon particulièrement convaincante dans le dernier chapitre consacré à la famille, que, dans un environnement comme celui des Cosmonautes, le vote est d'abord un acte collectif. Le fait que la procédure démocratique conduise à compter les voix et que les commentaires postélectoraux individualisent implicitement les choix faits dans l'urne ne signifient pas pour autant que l'acte électoral corresponde en fait à une décision individuelle, ni même qu'il prenne sens individuellement pour ses auteurs. C. Braconnier et J.-Y. Dormagen le rappellent, la sociologie historique a bien montré comment le sens du vote avait été long à construire et comment l'habitude de s'y conformer a requis un fort encadrement de la part des notables et

8. Voir GAMSON W., *Talking Politics*, Cambridge CUP, 1992 ; DUCHESNE S. et HAEGEL F., « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue Française de Science Politique*, décembre 2004, p. 877-909.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

élites républicaines. Et ils montrent au terme de leur observation détaillée comment aux Cosmonautes, c'est en groupe – en couple, en famille notamment – qu'on se rend aux urnes, comment c'est sous l'influence directe de ses proches qu'on se retrouve à consacrer partie de son dimanche à remplir un devoir dont les fondements politiques et moraux sont très imparfaitement maîtrisés. L'influence des proches s'apparente à de la contrainte ou du contrôle – le mari qui entraîne sa femme, le père qui surveille ses enfants, la jeune femme qui va chercher sa sœur – mais aussi à de la conviction, voire de la construction de sens : penser qu'une élection est un enjeu, que son résultat aura un effet réel sur la vie « des gens comme nous », parce que les programmes ou les promesses qui en sont l'enjeu jouent à notre avantage ou à notre détriment, et qu'il est donc important de choisir et de manifester ce choix en mettant un bulletin dans l'urne, tout cela n'a rien de spontané mais relève bien relève d'un apprentissage collectif. La notion de coût utilisée par C. Braconnier et J.-Y.Dormagen pour discuter les conditions de l'inscription sur les listes électorales a l'inconvénient de ré-individualiser un acte collectif dans son exécution comme dans sa signification, ne serait-ce que pour la population qu'ils étudient : en allant voter, les électeurs vont dire doublement qui ils sont, non pas comme personne aux opinions privées, mais comme membres de groupes : ils sont citoyens et agissent ensemble pour décider de l'avenir de la nation ; leur choix renvoie à leur appartenance aux classes populaires, aux habitants des cités, des quartiers défavorisés, mais aussi aux Français d'immigration récente ou aux « Français-Français » (cf. le chapitre sur l'ethnicisation du vote, *Votes d'identités*), en tant qu'appartenant à une famille, une lignée, un environnement de gauche ou de droite (cf. p. 352 la jeune sœur qui a honte de se sentir de droite…), etc. Ce n'est pas un des petits apports de ce livre que de montrer comment le fait d'aller voter tout comme celui de choisir un camp a ici d'abord une signification collective, qui résulte d'un apprentissage et doit être régulièrement réaffirmée dans l'environnement proche.

Pourtant dans leur démonstration, les auteurs distinguent, voire opposent, (cf. intro de la troisième partie) l'explication de la participation par la politisation (partie deux du livre) et le sens civique (partie trois) à l'effet des micro-pressions, considérant que la politisation (trop faible) et le sens civique ne sauraient expliquer l'ampleur de la démobilisation électorale depuis un siècle et demi (p. 265). Mais la politisation et le sens civique ne viennent pas d'ailleurs ni de nulle part : ils sont eux-même le produit de ces interactions quotidiennes, le fruit de l'influence croisée que les citoyens exercent les uns sur les autres, de façon plus ou moins formelle, plus ou moins volontaire, et qui donnent sens, collectivement, à la mobilisation électorale. Ces influences sont décisives si on les compare à l'effet que les médias et les discours politiques ont sur les électeurs.

**Faut-il parler « d'exclusion électorale » ?**

*La Démocratie de l'abstention*, au-delà de l'enquête et de son analyse, veut tirer des leçons de l'importante démobilisation qu'elle observe et des raisons qu'elle lui impute. Ayant montré que cette démobilisation électorale est essentiellement le produit de la mal – et de la non-inscription, C. Braconnier et J.-Y. Dormagen expliquent donc

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

que cela tient au coût trop élevé de l'inscription pour des gens non-politisés, obligés d'anticiper le scrutin et d'aller, hors des périodes de mobilisation électorale - seules période où est activé le jeu de micro pressions qui est au principe de la participation, s'inscrire au centre-ville – une épreuve difficile pour qui entretient « un rapport distancié sinon conflictuel aux institutions » (p. 227-231). Tout en concluant que l'essentiel du problème réside dans la « déstabilisation des milieux populaires et leurs environnements, y compris les plus intimes » (paragraphe final, p. 394), ils suggèrent cependant que faciliter l'inscription, la rendre automatique, réduirait sans doute « les dimensions de l'exclusion électorale, en particulier en milieu populaire » (p. 393)

Mon intention ici n'est pas discuter le bien-fondé d'une réforme de l'inscription sur les listes électorales, mais juste de discuter le glissement qui conduit les auteurs à dénoncer « l'américanisation électorale » (p. 42). Le livre se veut à la fois une explication du vote – le vote comme acte collectif, produit des interactions sociales plutôt que la mise en œuvre stratégique d'une compétence politique préexistante – et une explication de la démobilisation électorale dans la cité des Cosmonautes. Or cette deuxième partie de la démonstration s'appuie sur une connaissance secondaire de ce qu'a été la mobilisation électorale dans le même espace, lorsque la cité était un bastion du Parti Communiste. L'oscillation entre ces deux modes de démonstration – la comparaison implicite avec une situation de mobilisation politique passée et l'explication, fondée sur l'observation, même partielle (du fait des difficultés du terrain), de la situation présente – tend il me semble à masquer en partie les conséquences de ce qu'ils montrent à savoir, que la participation électorale n'a rien de « naturel », normal, spontanée, n'en déplaise au credo démocratique : elle est, pour la grande majorité des citoyens, le résultat d'un processus permanent d'apprentissage et de sollicitation. Le mot « exclusion » implique l'idée que les non-votants sont écartés d'un acte qui devrait naturellement être le leur. On se souvient comment la sociologie politique behavioriste américaine a, dans les années 1940 et 1950, brutalement révélé, chiffres à l'appui, la réalité de l'apathie politique des masses. Mais ce résultat a plutôt réjoui alors les élites politiques traumatisées par les phénomènes de mobilisation massive que le nazisme, le fascisme, le communisme avaient su mettre en œuvre. Ici on a un peu l'impression inverse : la redécouverte de l'apathie politique, loin de « rassurer », inquiète et scandalise. Dès lors la conséquence politique – s'interroger sur l'incapacité des forces politiques, de gauche notamment, à s'adapter aux mutations sociales et économiques du travail et de la migration et à (re)construire des structures d'encadrement politique en milieu populaire – n'est pas tirée et c'est la société dans son ensemble qui est désignée comme coupable d'une soi-disant « exclusion électorale ».

*La démocratie de l'abstention* est un livre important, non seulement car il repose sur la volonté de rompre avec les explications politiques et distanciées du vote que génère l'usage excessif du sondage comme instrument d'observation, et sur une enquête d'une ampleur et d'une inventivité rares ; mais aussi car les analyses proposées, qui s'inspirent de travaux variés et se refusent à l'enfermement dans une école sociologique, sont fécondes. Reste bien sûr à interroger, comme pour toute monographie, les conditions de généralisation des résultats. Dans une note de lecture à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur

paraître dans *la Revue Française de Sociologie*, Florent Gougou discute la représentativité politique de la Cité des Cosmonautes au regard d'autres environnements populaires qui ne connaissent pas le même phénomène ou la même chronologie de montée de l'abstention. Mais C. Braconnier et J.-Y. Dormagen en ont bien conscience puisqu'ils prolongent leur enquête dans un projet comparatif, portant sur différentes ZUS, dans le cadre de leur projet « Pour une Approche Ecologique du Comportement Electoral ».

Sophie DUCHESNE
CEVIPOf (CNRS – Sciences Po)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 24/07/2014 15h22. © De Boeck Supérieur